



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

December 28, 2025

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

SYNTHÈSE QUOTIDIENNE DE RENSEIGNEMENT AYITI INTEL
28 décembre 2025

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les États-Unis ont fait don de 25 véhicules blindés à la Police Nationale d'Haïti le 27 décembre, annoncé un jour avant le sit-in du Mouvement pour la Reconstruction et la Réconciliation Nationale exigeant la démission du Conseil Présidentiel de Transition prévu pour le 29 décembre à Pétion-Ville. Le CPT fait face à quatre défis institutionnels en 72 heures incluant des accusations d'amendements électoraux non autorisés, des régimes de primes de départ, l'utilisation de décrets de Haute Cour pour l'immunité de poursuites, et des allégations de détournement contre le Président du CPT Leslie Voltaire totalisant 750 millions de gourdes. Le Premier ministre jamaïcain Holness a référencé les progrès en Haïti dans son discours final de Président de la CARICOM mais n'a fourni aucun cadre substantiel pour aborder l'expiration du mandat constitutionnel du 7 février 2026 maintenant à 41 jours. Dix-neuf migrants haïtiens ont été interceptés à la frontière canadienne pendant le réveillon de Noël soulignant les pressions migratoires persistantes.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Les États-Unis ont fait don de 25 véhicules blindés à la PNH le 27 décembre avant le sit-in du MORN du 29 décembre exigeant la démission du CPT
Le CPT fait face à quatre allégations de corruption et de dépassement institutionnel en 72 heures provenant du CEP RNDDH Samuel Madistin et Roody Sanon
Le Président de la CARICOM Holness a cité les progrès en Haïti mais n'a offert aucun cadre d'extension de mandat avec 41 jours jusqu'à l'expiration du 7 février 2026
Dix-neuf migrants haïtiens interceptés à la frontière canadienne le 24 décembre pendant des conditions de vague de froid intense
Le 28 décembre a marqué zéro nouvel incident de sécurité continuant le schéma de pauses opérationnelles les week-ends et jours fériés

DÉVELOPPEMENT 1: LE DON DE VÉHICULES BLINDÉS AMÉRICAINS POSITIONNE LA PNH
AVANT LA MOBILISATION POLITIQUE DU 29 DÉCEMBRE

Le gouvernement des États-Unis a fait don de 25 nouveaux véhicules blindés de transport de troupes à la Police Nationale d'Haïti lors d'une cérémonie tenue le 27 décembre à Tabarre avec l'annonce rendue publique le 28 décembre exactement un jour avant le sit-in prévu du Mouvement pour la Reconstruction et la Réconciliation Nationale à Pétion-Ville exigeant la démission du Conseil Présidentiel de Transition. Le Commandant intérimaire de la PNH Vladimir Paraison a reçu les véhicules qu'Haïti Libre a décrit comme permettant une réponse plus efficace aux défis de sécurité dans les zones à haut risque et augmentant significativement la mobilité et la protection des unités d'intervention dans les théâtres d'opération facilitant un déploiement tactique et opérationnel plus équilibré à travers le pays. Le timing de ce don représente une signalisation stratégique américaine que Washington renforce la capacité de la PNH à maintenir l'ordre pendant la mobilisation politique tandis que le mandat du CPT expire dans 41 jours le 7 février 2026. Les véhicules abordent les

déficiences de mobilité et de protection mais ne résolvent pas la contrainte de personnel centrale de la PNH avec seulement approximativement 9000 policiers pour 11 millions de personnes et plus de 30 officiers tués en 2025 selon le rapport Carnegie du 16 décembre.

Le don suit la frappe de guerre de drones asymétrique de la PNH le 24 décembre à Minoterie tuant des dizaines de membres de gangs et l'attaque d'incendie criminel du marché de Tabarre déjouée le 25-26 décembre représentant le changement des gangs vers le terrorisme économique ciblant l'infrastructure commerciale. Les 25 véhicules blindés positionnent la PNH pour maintenir une présence pendant le sit-in du MORN de demain sans exposer le personnel aux tirs d'armes légères ou aux menaces d'engins explosifs improvisés que les gangs ont démontré la capacité de déployer. Cependant les véhicules nécessitent des équipages formés du carburant de la maintenance et une coordination opérationnelle que la PNH en sous-effectif pourrait avoir du mal à soutenir au-delà du déploiement initial. Le calcul stratégique semble être que le renseignement américain a anticipé la mobilisation du 29 décembre et a positionné le don pour dissuader l'exploitation des gangs de troubles politiques permettre le contrôle de foule de la PNH si le sit-in s'intensifie et signaler le soutien américain continu pour la transition dirigée par le CPT malgré les allégations de corruption croissantes émergeant cette semaine.

Le vrai test arrive le 29 décembre quand la PNH doit décider d'autoriser le sit-in du MORN à se dérouler pacifiquement ou de disperser les manifestants risquant une escalade vers une crise politique plus large. Si la PNH utilise des tactiques lourdes ou déploie les nouveaux véhicules blindés pour le contrôle de foule elle valide les allégations du MORN que le CPT gouverne par la force plutôt que par la légitimité. Si la PNH autorise le sit-in à se dérouler elle démontre une tolérance pour la dissidence mais risque d'enhardir les groupes d'opposition à organiser de plus grandes mobilisations en janvier alors que la date limite du 7 février approche. Le don américain crée des options tactiques pour la PNH mais ne peut résoudre la crise de légitimité politique sous-jacente qui pousse le MORN et les organisations alliées à exiger la démission du CPT avec 40 jours restants sur le mandat constitutionnel.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les États-Unis ont fourni une assistance sécuritaire à Haïti incluant des véhicules blindés une formation et un soutien en renseignement tout au long de la période de transition post-2004 avec des dons généralement programmés pour renforcer la capacité de la PNH pendant les périodes d'instabilité politique ou d'expansion territoriale des gangs.

POINTS DE DISCUSSION

Les États-Unis ont fait don de 25 véhicules blindés à la PNH le 27 décembre annoncé un jour avant le sit-in du MORN prévu pour le 29 décembre à Pétion-Ville

Les véhicules abordent la mobilité et la protection de la PNH mais ne résolvent pas la contrainte de personnel centrale d'approximativement 9000 officiers pour 11 millions de personnes

Le don signale le soutien américain pour la transition du CPT malgré les allégations de corruption mais crée un dilemme tactique pour l'approche de contrôle de foule de la PNH

Le sit-in du 29 décembre testera si la PNH autorise une manifestation pacifique ou utilise la force risquant une escalade avec 41 jours jusqu'à l'expiration du mandat du 7 février
Le timing suggère que le renseignement américain a anticipé la mobilisation politique et a positionné le don pour dissuader l'exploitation des gangs de troubles

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les parties prenantes internationales devraient surveiller le déploiement de véhicules blindés de la PNH pendant le sit-in du 29 décembre pour des indicateurs de stratégie de contrôle de foule et de risque d'escalade



Le secteur privé devrait évaluer si le don américain signale la confiance dans le CPT ou une couverture contre la détérioration sécuritaire post-7 février nécessitant une protection renforcée

Les acteurs politiques devraient évaluer s'ils doivent participer à la mobilisation du 29 décembre ou prendre leurs distances des demandes du MORN basé sur la réponse de la PNH

La diaspora devrait préparer des plans de contingence pour les communications familiales si le sit-in du 29 décembre s'intensifie en troubles plus larges nécessitant des protocoles de confinement

Les organisations humanitaires devraient positionner des équipes de réponse mobile près de Pétion-Ville le 29 décembre en cas de victimes nécessitant une intervention médicale d'urgence



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur le rapport institutionnel officiel.

DÉVELOPPEMENT 2: LE CPT FAIT FACE À QUATRE DÉFIS INSTITUTIONNELS EN 72 HEURES DÉLÉGITIMANT L'EXTENSION DU MANDAT

Le Conseil Présidentiel de Transition confronte maintenant quatre défis institutionnels simultanés émergeant entre le 26 et le 28 décembre qui collectivement sapent toute légitimité politique pour une extension du mandat au-delà de l'expiration constitutionnelle du 7 février 2026. Le Conseil Electoral Provisoire a accusé le CPT le 25 décembre d'avoir fait deux amendements non autorisés au Décret Electoral créant une incertitude juridique sur les processus électoraux et l'autorité institutionnelle. Le Réseau National de Défense des Droits Humains a allégué le 26 décembre que les membres du CPT proposent des primes de départ allant de 500000 à 600000 dollars américains par membre représentant un détournement potentiel de fonds publics avant l'expiration du mandat. L'avocat des droits humains Samuel Madistin coordinateur de Fondasyon Je Klere a accusé le 28 décembre que le décret du CPT établissant la Haute Cour de Justice représente une manuvre politique pour protéger les dirigeants actuels de poursuites judiciaires après leur départ. L'animateur radio Roody Sanon a allégué le 28 décembre que le Président du CPT Leslie Voltaire a exigé 750 millions de gourdes approximativement 5,7 millions de dollars américains pour un projet de sécurité

du périmètre du Champ de Mars sans assurer l'exécution.

Ces quatre allégations couvrent la corruption le dépassement institutionnel l'auto-protection et le détournement créant un acte d'accusation complet de la gouvernance du CPT qui rend toute extension du mandat politiquement toxique domestiquement et internationalement. L'accusation du CEP d'amendements non autorisés défie directement l'autorité du CPT à modifier unilatéralement les cadres électoraux tandis que le calendrier électoral révisé du 25 décembre crée un fossé constitutionnel de 365 jours entre l'expiration du mandat du 7 février 2026 et la date d'inauguration présidentielle du 7 février 2027. L'allégation de prime de départ du RNDDH suggère que les membres du CPT priorisent l'enrichissement financier personnel sur la planification de transition institutionnelle avec 41 jours restants sur leur mandat. L'allégation de Haute Cour de Madistin indique que le CPT tente de se protéger préventivement contre les poursuites post-mandat pour les crimes potentiels commis pendant la période de transition. L'allégation du Champ de Mars de Sanon cible le Président du CPT Leslie Voltaire directement liant la corruption au plus haut niveau de l'autorité transitionnelle.

La convergence de ces allégations en 72 heures n'est pas fortuite mais représente une pression coordonnée des organisations de société civile des groupes de droits humains et de l'opposition politique pour délégitimer toute extension du mandat du CPT au-delà du 7 février. Le Mouvement pour la Reconstruction et la Réconciliation Nationale a capitalisé sur ce moment en programmant son sit-in du 29 décembre exactement 40 jours avant l'expiration du mandat forçant le CPT soit à annoncer un cadre d'extension de mandat maintenant politiquement toxique compte tenu des allégations de corruption soit à négocier un nouveau mécanisme transitionnel avec la CARICOM nécessitant une légitimité internationale que le CPT manque soit à expirer le 7 février sans successeur créant une crise constitutionnelle. Chacune des quatre allégations sera utilisée comme arme pendant la mobilisation du 29 décembre et les manifestations de janvier ultérieures comme preuve que le CPT a perdu l'autorité morale pour gouverner Haïti pendant la transition démocratique.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Conseil Présidentiel de Transition a été établi à travers l'accord politique du 3 avril 2024 négocié par la CARICOM pour remplacer l'autorité de facto du Premier ministre Ariel Henry suivant sa démission sous pression internationale.

POINTS DE DISCUSSION

Le CPT fait face à quatre défis institutionnels en 72 heures incluant l'accusation du CEP d'amendements non autorisés les allégations de primes de départ du RNDDH l'accusation de bouclier de poursuites de Haute Cour de Madistin et la réclamation de détournement du Champ de Mars de Sanon

Les allégations couvrent la corruption le dépassement institutionnel l'auto-protection et le détournement créant un acte d'accusation complet qui rend l'extension du mandat politiquement toxique

Le calendrier électoral révisé du CEP crée un fossé constitutionnel de 365 jours entre l'expiration du 7 février 2026 et l'inauguration présidentielle du 7 février 2027

Le sit-in du 29 décembre programmé par le MORN capitalise sur ce moment en mobilisant 40 jours avant l'expiration forçant le CPT à aborder la crise de légitimité

La convergence des allégations représente une pression coordonnée de la société civile et de l'opposition pour prévenir l'extension du mandat au-delà de la date limite constitutionnelle

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La communauté internationale devrait convoquer des consultations d'urgence début janvier pour aborder l'expiration du mandat du 7 février et évaluer la légitimité du CPT pour une extension

Le secteur privé devrait se préparer pour des scénarios de vide de gouvernance potentiel si le CPT expire sans successeur le 7 février nécessitant une planification de continuité des affaires

Les acteurs politiques devraient évaluer s'ils doivent participer aux négociations pour un nouveau cadre transitionnel ou maintenir l'opposition exigeant la démission du CPT

La diaspora devrait surveiller les déclarations de la CARICOM dans les semaines à venir pour des indicateurs de soutien régional pour l'extension du CPT versus un nouveau mécanisme transitionnel

Les organisations humanitaires devraient développer des plans de contingence pour la perturbation de prestation de services si l'expiration du 7 février déclenche un effondrement institutionnel



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur le rapport institutionnel officiel.

DÉVELOPPEMENT 3: LE PRÉSIDENT DE LA CARICOM HOLNESS OFFRE UN MESSAGE DE PROGRÈS HAÏTIEN VAGUE SANS ABORDER LA DATE LIMITE CONSTITUTIONNELLE

Le Premier ministre jamaïcain Andrew Holness a souligné la libre circulation et les progrès en Haïti comme réalisations clés dans son discours final en tant que Président de la CARICOM le 28 décembre représentant la première déclaration régionale de haut niveau sur Haïti depuis que le Conseil Electoral Provisoire a révisé le calendrier électoral créant un fossé constitutionnel de 365 jours le 25 décembre. La référence aux progrès en Haïti est diplomatiquement vague et échoue à aborder les développements concrets incluant le contrôle des gangs de 80 pour cent de Port-au-Prince le conflit institutionnel CPT-CEP sur les amendements non autorisés du Décret Electoral les quatre allégations de corruption et de dépassement contre les membres du CPT émergeant en 72 heures ou l'approche de l'expiration du mandat du 7 février 2026 maintenant à 41 jours. Le silence de la CARICOM sur la question de l'extension du mandat est maintenant intenable car l'organisme régional qui a négocié l'accord politique du 3 avril 2024 établissant le CPT doit soit légitimer une extension du CPT négocier un nouveau cadre transitionnel soit permettre l'expiration du 7 février créant une crise constitutionnelle.

Le sit-in du MORN du 29 décembre testera si la CARICOM peut continuer sa posture d'attente ou

doit convoquer une session d'urgence début janvier pour aborder la date limite constitutionnelle. Si la CARICOM légitime une extension du CPT elle fait face à la difficulté politique d'endosser un organisme accusé de corruption d'amendements institutionnels non autorisés de boucliers de poursuites de Haute Cour et de détournement dans les 72 heures passées. Si la CARICOM négocie un nouveau cadre transitionnel elle nécessite l'adhésion des parties prenantes haïtiennes du MORN et des organisations alliées qui ont rejeté le CPT et exigé l'adoption de l'Accord 40 signé par 179 partis et organisations comme mécanisme de gouvernance alternatif. Si la CARICOM permet l'expiration du 7 février sans intervention elle risque d'être blâmée pour l'effondrement institutionnel et le vide sécuritaire potentiel que les gangs pourraient exploiter pour étendre le contrôle territorial au-delà des 80 pour cent actuels de Port-au-Prince.

La déclaration de progrès en Haïti de Holness peut refléter l'espoir de la CARICOM que le calendrier électoral révisé fournit une couverture politique pour l'extension du mandat du CPT en établissant une justification technique que les élections ne peuvent être organisées avant la date limite constitutionnelle. Cependant cette interprétation ignore le fait que le fossé de 365 jours entre le 7 février 2026 et le 7 février 2027 a été créé par des décisions du CEP avec lesquelles le CPT a prétendument interféré à travers des amendements non autorisés selon l'accusation du CEP du 25 décembre. La crédibilité de la CARICOM comme médiateur régional dépend de sa volonté de convoquer les parties prenantes en janvier pour négocier soit un cadre d'extension de mandat légitime avec des jalons électoraux concrets et des garanties anti-corruption soit un nouveau mécanisme transitionnel qui aborde les demandes de la société civile pour la démission du CPT. La déclaration de Holness du 28 décembre suggère que la CARICOM évite cette confrontation mais la mobilisation du MORN du 29 décembre et les manifestations de janvier ultérieures forceront l'organisme régional à prendre une position publique sur la date limite constitutionnelle avec 35 à 40 jours restants.



CONTEXTE HISTORIQUE

La CARICOM a négocié l'accord politique du 3 avril 2024 qui a établi le Conseil Présidentiel de Transition comme compromis entre les factions politiques haïtiennes concurrentes et les parties prenantes internationales cherchant à restaurer la gouvernance démocratique suivant la démission du Premier ministre Ariel Henry.

POINTS DE DISCUSSION

Le Premier ministre jamaïcain Holness a cité les progrès en Haïti dans le discours final de Président de la CARICOM mais n'a fourni aucun cadre substantiel pour aborder la date limite du 7 février 2026

La référence aux progrès est vague compte tenu du contrôle des gangs de 80 pour cent de Port-au-Prince des conflits CPT-CEP et quatre allégations de corruption en 72 heures

La CARICOM doit convoquer une session d'urgence en janvier pour légitimer l'extension du CPT négocier un nouveau cadre ou gérer l'expiration du 7 février

L'organisme régional fait face à la difficulté politique d'endosser le CPT compte tenu des allégations de corruption ou de permettre l'expiration risquant l'effondrement institutionnel

Le sit-in du MORN du 29 décembre teste si la CARICOM peut maintenir la posture d'attente avec 40 jours jusqu'à la date limite constitutionnelle

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La communauté internationale devrait presser la CARICOM à convoquer une session d'urgence début janvier avec un programme concret pour l'extension du mandat ou le cadre transitionnel
Le secteur privé ne devrait pas assumer que le soutien de la CARICOM garantit l'extension du CPT et devrait se préparer pour de multiples scénarios de gouvernance post-7 février
Les acteurs politiques devraient engager la CARICOM directement pour présenter des cadres transitionnels alternatifs incluant l'Accord 40 comme mécanismes de gouvernance viables
La diaspora devrait surveiller les déclarations et actions de la CARICOM en janvier pour des indicateurs d'engagement régional à prévenir la crise constitutionnelle
Les organisations humanitaires devraient coordonner avec la CARICOM sur la planification de contingence pour la prestation de services si l'expiration du 7 février déclenche un vide institutionnel



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur le rapport institutionnel partiel.

DÉVELOPPEMENT 4: DIX-NEUF MIGRANTS HAÏTIENS INTERCEPTÉS À LA FRONTIÈRE CANADIENNE SOULIGNANT LES PRESSIONS MIGRATOIRES PERSISTANTES

Dix-neuf migrants haïtiens ont été interceptés le 24 décembre réveillon de Noël après avoir traversé illégalement la frontière entre les États-Unis et le Canada près de Havelock Québec au milieu d'une vague de froid intense selon le rapport Haiti24 publié le 28 décembre. La Gendarmerie Royale du Canada a reçu un rapport de la Patrouille Frontalière américaine peu avant 18h00 le 24 décembre menant à l'interception du groupe tentant une traversée frontalière irrégulière pendant des conditions hivernales dangereuses. Cet incident souligne le désespoir des flux migratoires haïtiens même pendant des conditions météorologiques hasardeuses conduits par le contrôle des gangs de 80 pour cent de Port-au-Prince 1,4 million de personnes déplacées internes selon le rapport de l'OCHA des Nations Unies et les conditions humanitaires se détériorant affectant 4,2 millions de personnes vulnérables représentant 37 pour cent de la population. La volonté des migrants de tenter une traversée frontalière pendant une vague de froid intense le réveillon de Noël démontre que les conditions sécuritaires et humanitaires en Haïti sont devenues suffisamment terribles que les individus acceptent des risques mortels pour s'échapper.

L'interception du 24 décembre suit des schémas plus larges de migration haïtienne vers les États-Unis le Canada et les pays d'Amérique latine tout au long de 2024 et 2025 alors que l'expansion territoriale des gangs a forcé le déplacement des quartiers de Port-au-Prince et des zones rurales. Le timing pendant le réveillon de Noël suggère que les migrants ont pu calculer que l'application frontalière réduite pendant les vacances créait une opportunité pour une traversée

réussie malgré les conditions météorologiques extrêmes. Les autorités canadiennes traiteront probablement les dix-neuf individus à travers les procédures de détention d'immigration et de déportation à moins qu'ils ne se qualifient pour la protection des réfugiés basée sur la crainte crédible de persécution ou de torture s'ils sont retournés en Haïti. L'incident sera cité par l'application de l'immigration américaine et canadienne comme justification pour des mesures de sécurité frontalière renforcées pour prévenir les traversées irrégulières particulièrement pendant les mois d'hiver quand les risques d'exposition sont les plus élevés.

La pression migratoire indiquée par l'interception du 24 décembre s'intensifiera si la date limite constitutionnelle du 7 février 2026 déclenche un effondrement institutionnel ou si l'expansion territoriale des gangs accélère au-delà du contrôle actuel de 80 pour cent de Port-au-Prince. Les parties prenantes internationales incluant les États-Unis le Canada et les États membres de la CARICOM doivent reconnaître que les efforts de stabilisation en Haïti impactent directement les flux migratoires vers l'Amérique du Nord et que l'échec à prévenir la crise constitutionnelle le 7 février générera du déplacement additionnel et des traversées frontalières irrégulières début 2026. La réaffirmation de l'Ambassade américaine du soutien pour les opérations du Programme Alimentaire Mondial en Haïti annoncée le 28 décembre reconnaît la dimension humanitaire de la crise mais n'aborde pas les facteurs de gouvernance et de sécurité qui forcent les Haïtiens à tenter des traversées frontalières dangereuses pendant des vagues de froid intenses le réveillon de Noël.



CONTEXTE HISTORIQUE

La migration haïtienne vers les États-Unis le Canada et l'Amérique latine s'est intensifiée depuis l'assassinat de 2021 du Président Jovenel Moïse et l'expansion territoriale des gangs subséquente avec des poussées migratoires majeures se produisant en 2022 à travers la frontière États-Unis-Mexique et en 2023-2024 à travers des traversées irrégulières à la frontière canadienne.

POINTS DE DISCUSSION

Dix-neuf migrants haïtiens interceptés le 24 décembre à la frontière canadienne pendant une vague de froid intense tentant une traversée irrégulière depuis les États-Unis
L'incident démontre le désespoir des flux migratoires conduits par le contrôle des gangs de 80 pour cent de Port-au-Prince et 1,4 million de personnes déplacées internes
Les migrants ont accepté des risques d'exposition mortels le réveillon de Noël indiquant que les conditions sécuritaires et humanitaires en Haïti sont suffisamment terribles
L'Ambassade américaine a réaffirmé le soutien pour le Programme Alimentaire Mondial le 28 décembre mais l'assistance humanitaire n'aborde pas les facteurs de gouvernance de la migration
La pression migratoire s'intensifiera si la date limite constitutionnelle du 7 février déclenche un effondrement institutionnel ou si l'expansion territoriale des gangs accélère

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les parties prenantes internationales devraient reconnaître que la stabilisation d'Haïti impacte directement les flux migratoires nord-américains nécessitant des solutions de gouvernance urgentes

avant le 7 février

Le secteur privé devrait évaluer si les schémas migratoires indiquent des contraintes de disponibilité de main-d'œuvre en Haïti ou des perturbations de flux de transferts de la diaspora

Les acteurs politiques devraient citer les données de migration comme preuve que les échecs de gouvernance du CPT génèrent une crise humanitaire régionale nécessitant une action immédiate

La diaspora devrait se préparer à soutenir les membres de famille considérant la migration avec des informations précises sur les risques d'application frontalière et les procédures de protection des réfugiés

Les organisations humanitaires devraient coordonner avec les autorités de migration pour assurer que les Haïtiens interceptés reçoivent un examen approprié pour les besoins de protection avant la déportation



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur le rapport institutionnel officiel.

À SURVEILLER PROCHAINEMENT

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Surveiller le sit-in du MORN du 29 décembre à Pétion-Ville pour le taux de participation la réponse de la PNH et le risque d'escalade avec potentiel de violence si les forces de sécurité déploient des tactiques de contrôle de foule lourdes

Suivre si le CPT ou le Premier ministre Fils-Aimé émettent des déclarations répondant aux demandes du MORN ou aux quatre allégations institutionnelles des 72 heures passées

Évaluer si des organisations de société civile additionnelles ou des partis politiques rejoignent la mobilisation du MORN élargissant la coalition d'opposition avant la date limite du 7 février

CETTE SEMAINE

Surveiller pour une annonce de session d'urgence de la CARICOM ou une déclaration substantive sur le cadre d'extension de mandat haïtien suivant la mobilisation du 29 décembre

Surveiller si le CEP émet des clarifications sur les amendements non autorisés du Décret Electoral et les questions d'autorité juridique soulevées le 25 décembre

Suivre les schémas d'activité des gangs pour déterminer si les troubles politiques du 29 décembre créent des opportunités opérationnelles pour l'expansion territoriale ou des attaques sur l'infrastructure commerciale

HORIZON STRATÉGIQUE

Évaluer la coordination de la communauté internationale début janvier pour des consultations d'urgence sur la date limite constitutionnelle du 7 février et l'évaluation de légitimité du CPT

Évaluer si le MORN et les organisations alliées maintiennent la pression de mobilisation en janvier forçant le CPT à annoncer un cadre d'extension ou négocier un mécanisme transitionnel
Surveiller les données d'interception de migration aux frontières américaines et canadiennes pour des indicateurs de déplacement s'intensifiant avant l'effondrement institutionnel potentiel du 7 février

SOURCES PRINCIPALES

Rapport Haiti Libre sur le don américain de 25 véhicules blindés à la PNH le 27 décembre publié le 28 décembre
Rapport Haiti24 sur dix-neuf migrants haïtiens interceptés à la frontière canadienne le 24 décembre publié le 28 décembre
Rapport Haiti24 sur la réaffirmation de l'Ambassade américaine du soutien au Programme Alimentaire Mondial publié le 28 décembre
Rapport Haiti24 sur les allégations de Samuel Madistin contre le décret de Haute Cour du CPT publié le 28 décembre
Rapport Le Nouvelliste sur le contexte institutionnel du décret de Haute Cour de Justice publié le 26 décembre
Rapport MJ Media 509 sur le sit-in du MORN prévu pour le 29 décembre à Pétion-Ville publié le 27 décembre
Rapport Le National sur le cadre de gouvernance alternatif Accord 40 signé par 179 partis publié plus tôt en décembre
Rapport Caribbean National Weekly sur le discours final de Président de la CARICOM du Premier ministre Holness mentionnant les progrès en Haïti publié le 28 décembre
Rapport de l'organisation Haiti Response sur la présidence du CPT de Leslie Voltaire contexte du 13 août 2025
Prévisions mensuelles du Rapport du Conseil de Sécurité pour janvier 2025 sur la situation haïtienne
Alerte de sécurité de l'Ambassade américaine Port-au-Prince du 18 décembre 2025 sur l'environnement opérationnel
Rapport de l'OCHA sur 1,4 million de personnes déplacées internes et 4,2 millions de personnes vulnérables en Haïti
Rapport Carnegie Endowment sur les contraintes de personnel de la PNH et les victimes d'officiers du 16 décembre